



**REPUBLIQUE DU SENEGAL**

*Un Peuple – Un But – Une Foi*

-----  
**MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES**

-----  
**DIRECTION DE LA REGLEMENTATION  
ET DE LA SUPERVISION DES SYSTEMES FINANCIERS DECENTRALISES**

-----  
**DONNEES CONSOLIDEES DES SYSTEMES FINANCIERS  
DECENTRALISES SUR LA PERIODE 2000-2009**



**JUIN 2011**

# SOMMAIRE

|   |   |
|---|---|
| INTRODUCTION .....                              | 1 |
| I. PRINCIPAUX INDICATEURS DES SFD.....          | 1 |
| 2.1. Sociétariat .....                          | 1 |
| 2.2. Encours de crédit .....                    | 1 |
| 2.3. Crédits en souffrance .....                | 2 |
| 2.4. Encours d'épargne.....                     | 2 |
| 2.5. Emprunts .....                             | 3 |
| 2.7. Immobilisations.....                       | 4 |
| 2.8. Résultats .....                            | 5 |
| II. CONTRIBUTION A LA CREATION DE RICHESSE..... | 6 |
| 2.1. La valeur ajoutée .....                    | 6 |
| 2.2. Salaires versés par les SFD.....           | 6 |
| 2.3. Impôts payés par les SFD .....             | 7 |
| ANNEXES.....                                    | 8 |

## INTRODUCTION

A la fin de chaque exercice, les Systèmes Financiers Décentralisés font parvenir à la Direction de la Réglementation et de la Supervision des Systèmes Financiers Décentralisés (DRS-SFD) leurs états financiers, sous format papiers ou électroniques conformément à l'article 51 de la loi n°2008-47 du 03 septembre 2008.

L'agrégation des différents comptes des SFD fait ressortir les principaux indicateurs analysés dans le cadre de cette étude et la contribution à la création de richesse du secteur de la microfinance au cours de la période 2000-2009.

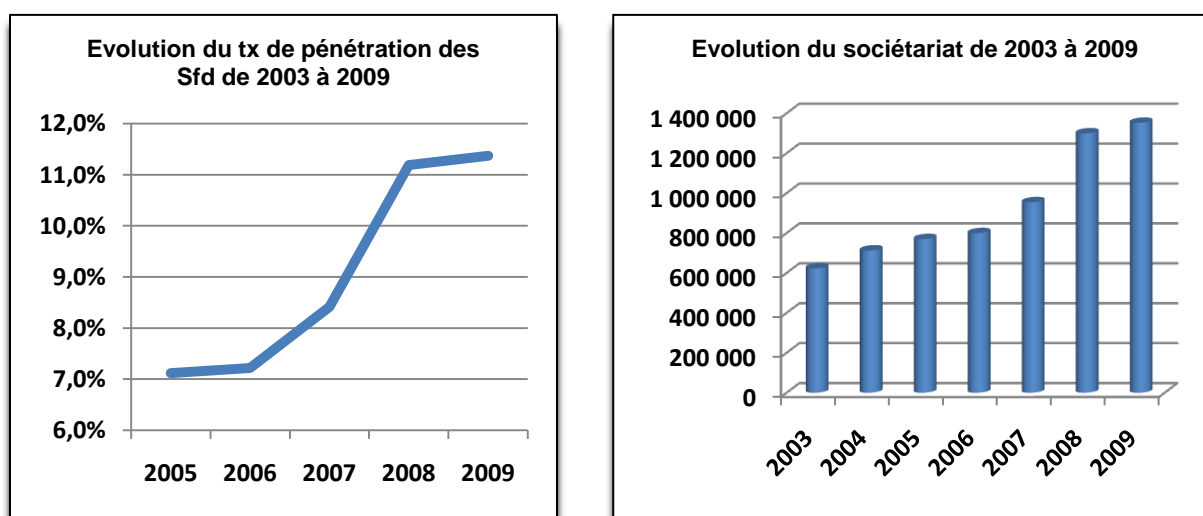
### I. PRINCIPAUX INDICATEURS DES SFD

#### 2.1. Sociétariat

L'évolution du sociétariat a connu un ralentissement de 4% entre 2008 et 2009. Par contre elle a progressé de 36% entre 2007 et 2008.

Le taux de pénétration est pratiquement stationnaire entre 2008 et 2009, passant de 11,2% à 11,4%.

Graphique 1 : Evolution du sociétariat des SFD sur la période 2000-2009



#### 2.2. Encours de crédit

Sur la période 2000-2009, l'encours de crédit des SFD s'est inscrit sur une tendance haussière, marquée par de très fortes croissances avoisinant 196% en 2001 et 163% en 2002. A partir de 2003 une contraction a été notée avec 54%, laquelle a atteint 8% en 2009.

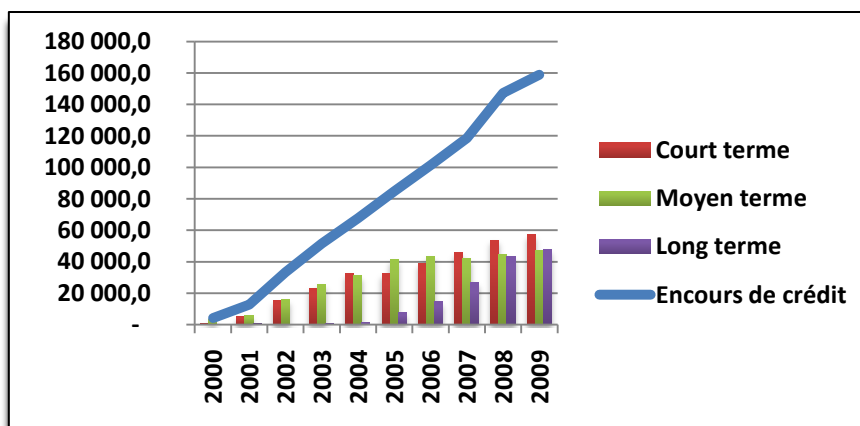
Les crédits à court et moyen terme ont représenté, en moyenne, 85% de cet encours et les crédits à long terme 12%.

Les crédits à court terme sont passés de 53,8 milliards en 2008 à 57,5 milliards en 2009, soit un taux de croissance de 7%. Ce taux est ressorti à 16% en 2008 et 18% en 2007.

Les crédits à moyen terme se sont établis à 47,3 milliards en 2009 contre 44,8 milliards en 2008 et 46,1 milliards en 2007, correspondant à des augmentations relatives de 6% pour les deux dernières années.

Quant aux crédits à long terme, ils ont été en dessous du milliard entre 2000 et 2003 et sont passés de 1,4 milliard en 2004 à 47,8 milliards en 2009.

Graphique 2 : Evolution de l'encours de crédits des SFD sur la période 2000-2009 (en millions de FCFA)



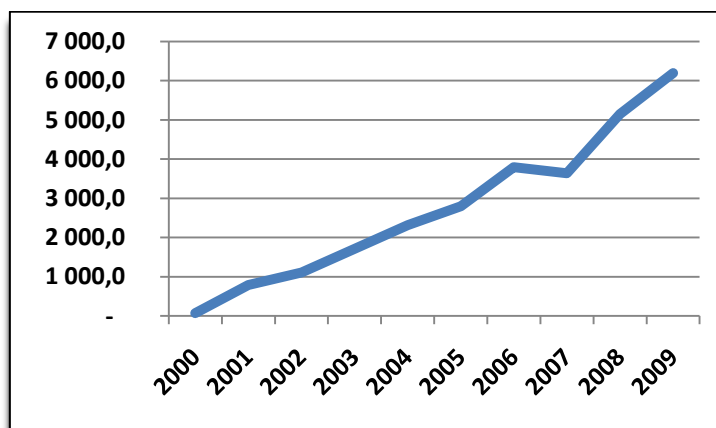
### 2.3. Crédits en souffrance

Les crédits en souffrance des SFD ont connu une évolution erratique sur une tendance haussière avec une baisse de 4% en 2007. Cette baisse enregistrée en 2007 résulte des diminutions des niveaux des crédits en souffrance pour les principaux réseaux<sup>1</sup> du secteur.

Entre 2007 et 2009, il a été noté une forte hausse du montant des crédits en souffrance passant de 3,6 milliard en 2007 à 5,2 milliard en 2008 et à 6,2 milliards en 2009, correspondant à des hausses respectives de 42% et 20%.

En 2009, les crédits en souffrance ont représenté 3,9% et 3,5% en 2008 correspondant à la moyenne de la période, soit une hausse de 0,4%.

Graphique 3 : Evolution des crédits en souffrance des SFD sur la période 2000-2009 (en millions de FCFA)



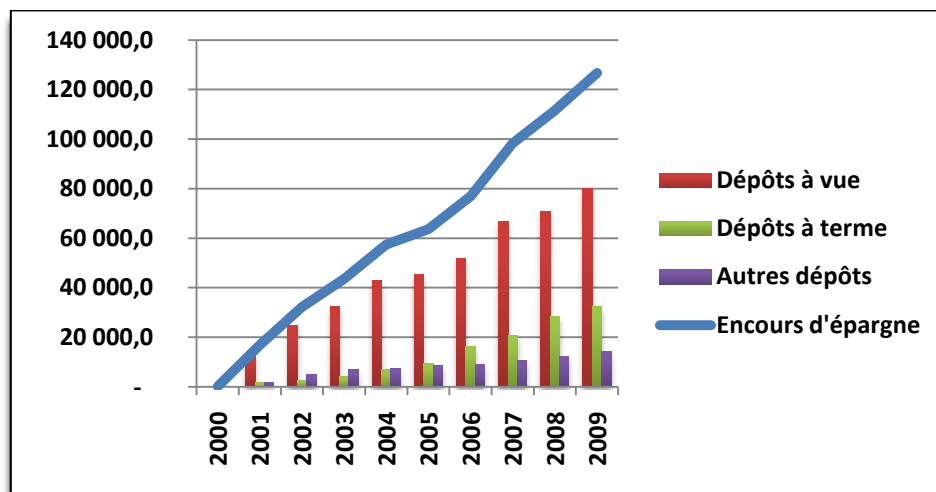
### 2.4. Encours d'épargne

Passant de 223 millions en 2000 à 126,6 milliards en 2009, les dépôts collectés par les SFD n'ont cessé d'augmenter sur ces dix années. En 2007, ils se sont établis à 98,2 milliards, correspondant à une croissance de 28% par rapport à l'année 2006. Pour les années 2008 et 2009, il a été noté des hausses respectives, en valeur absolue, de 13,3 et 15,1 milliards, soient 13,5% et 13,6% en termes relatifs.

<sup>1</sup> L'encours de ces réseaux représente plus de 68% du total de l'encours des crédits en souffrance pour l'année 2007.

Les parts moyennes des dépôts à vue, à terme et autres dépôts ont été respectivement de 73%, 15% et 12% sur la période 2000-2009. Les dépôts à vue sont ressortis à 80,2 milliards en 2009 contre 71,0 milliards en 2008 et 67,0 milliards en 2007. Les dépôts à terme sont passés, entre 2007 et 2009, de 20,6 milliards à 32,3 milliards, correspondant à une hausse de 57%.

Graphique 4 : Evolution de l'encours d'épargne des SFD sur la période 2000-2009 (en millions de FCFA)

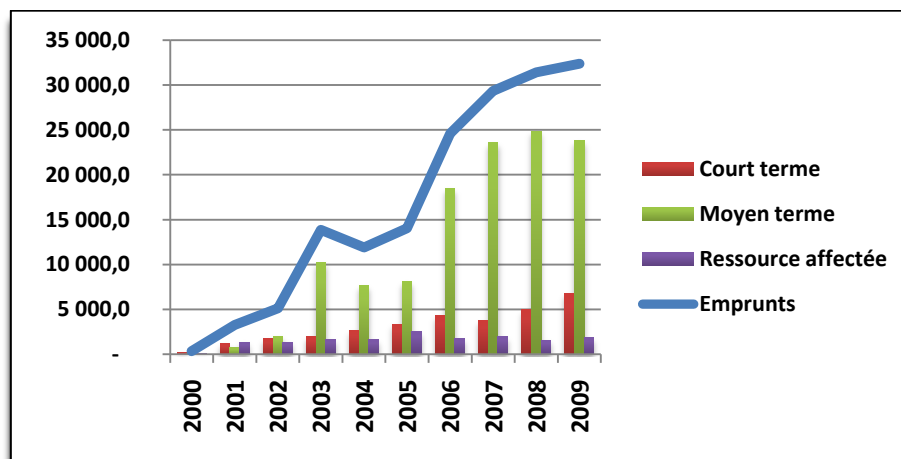


## 2.5. Emprunts

Les emprunts des SFD ont atteint en 2009, 32,4 milliards suite à des hausses de 7% et 3% constatées en 2008 et 2009. Ces engagements, constitués en grande partie d'emprunts à moyen terme, sont en moyenne de 57,3% sur les dix années. Entre 2006 et 2009, cette part s'est située, en moyenne, à 77% et a atteint le pic de 80% en 2007.

Quant aux emprunts à court terme, représentant, en moyenne, 25,8%, ils ont dépassé les emprunts à moyen terme seulement en 2000 avec 60% et 37% en 2001. Les ressources affectées ont eu pour ces deux années des parts respectives de 33% et 41%.

Graphique 5 : Evolution des emprunts des SFD sur la période 2000-2009 (en millions de FCFA)

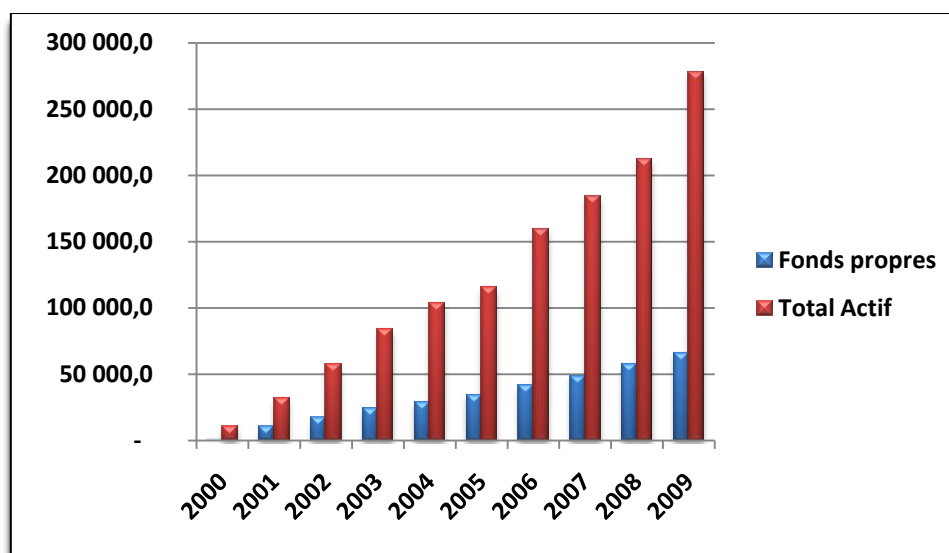


## 2.6. Fonds propres et total actif

Les fonds propres ont connu une hausse continue de 103,0 millions en 2000 à 66,0 milliards en 2009. En effet, entre 2007 et 2008 ils sont passés de 48,1 milliards à 57,1 milliards, soit une augmentation de 19%.

S'agissant de l'actif total une forte croissance de 31% a été notée entre 2008 et 2009. Ce taux, situé à 15,4% en 2007 et à 15,3% en 2008, correspond respectivement à 184,0 milliards et 212,2 milliards.

Graphique 6 : Evolution des fonds propres et total actif des SFD sur la période 2000-2009 (en millions de FCFA)

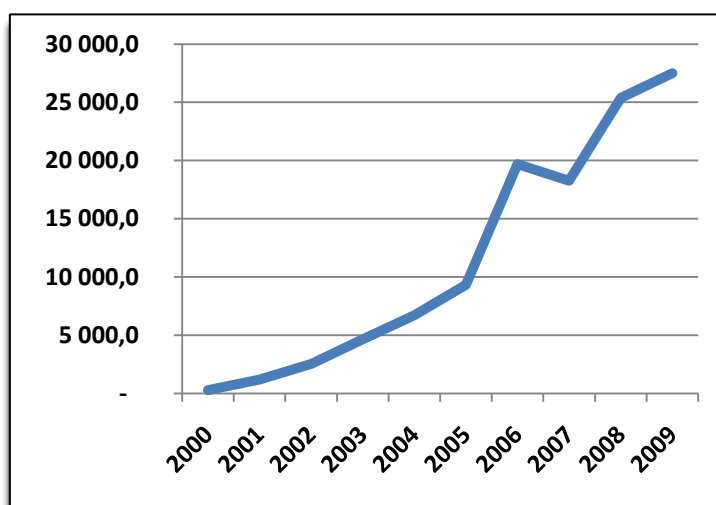


## 2.7. Immobilisations

En 2009, les immobilisations se sont élevées à 27,5 milliards, soit une hausse de 8,4% par rapport à 2008 et en 2007 18,3 milliards, soit une baisse de 7% comparativement à 2006.

Entre 2005 et 2006, les immobilisations ont enregistré une très forte croissance de 111%, soit un écart de 10,4 milliards.

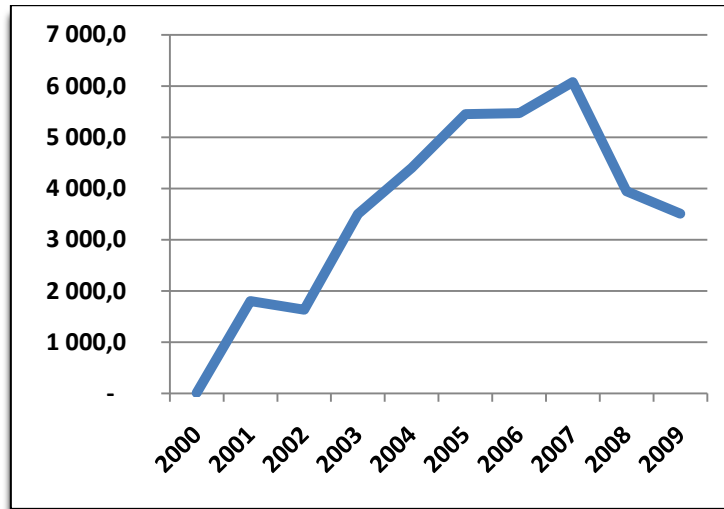
Graphique 7 : Evolution des immobilisations des SFD sur la période 2000-2009 (en millions de FCFA)



## 2.8. Résultats

Le résultat a suivi une évolution erratique, restant positive durant toute la période. Après une très forte hausse en 2001, il s'est établi à 1,6 milliard en 2002, soit une baisse de 10%. Une hausse continue du résultat a été relevée jusqu'en 2007 atteignant 6,1 milliards. En 2008, le résultat s'est établi à 3,9 milliards et 3,5 milliards en 2009, subissant ainsi une baisse de 35% puis de 11%.

Graphique 8 : Evolution du résultat des SFD sur la période 2000-2009 (en millions de FCFA)



## II. CONTRIBUTION A LA CREATION DE RICHESSE

Les principaux indicateurs macroéconomiques retenus pour le secteur de la microfinance sont la valeur ajoutée, les salaires et les impôts.

### 2.1. La valeur ajoutée

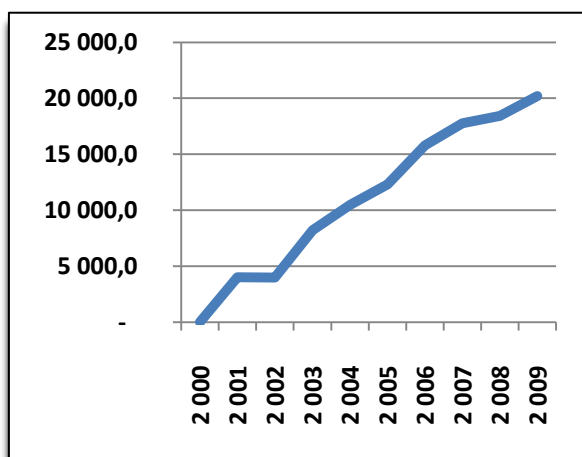
La valeur ajoutée du secteur a connu une croissance continue sur la période 2000-2009. Elle a été de 20,2 milliards en 2009 soit une hausse de 10% par rapport à 2008 représentant, en moyenne, 7,5% de la valeur ajoutée du secteur des institutions financières.

La valeur ajoutée proportionnelle du sous secteur de la microfinance se situe en 2009 à 11% contre 10% en 2008. Ce bon comportement du secteur est imputable, en grande partie, à la croissance positive et continue des crédits accordés et de l'épargne collectée qui constituent les principales sources de revenu au niveau des SFD.

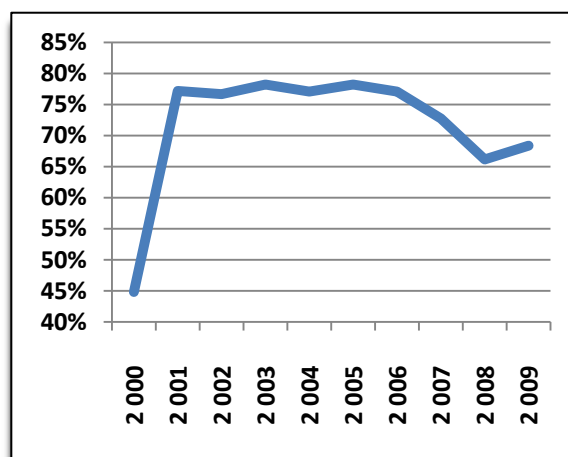
Quant au poids du secteur de la microfinance sur le Produit Intérieur Brut, il s'est situé, depuis 2005, à 0,3%. Ce poids, quasi nul en 2000, a été de 0,1% en 2001 et de 0,2% pour les années 2002 et 2003.

La valeur ajoutée rapportée à la production se situe, en moyenne, à 71,7% sur la période 2000-2009. Ce taux de valeur ajoutée fait ressortir la forte capacité de l'activité pour la création de richesse. Néanmoins, il a enregistré une baisse continue entre 2005 et 2008 en passant de 78,2% à 66,2%. En 2009, il a été de 68,4%, soit une hausse de 2,2 points de pourcentage.

Graphique 9: Evolution de la valeur ajoutée en millions FCFA et du taux de valeur ajoutée des SFD entre 2000 et 2009



Evolution de la valeur ajoutée



Evolution du taux de valeur ajoutée

### 2.2. Salaires versés par les SFD

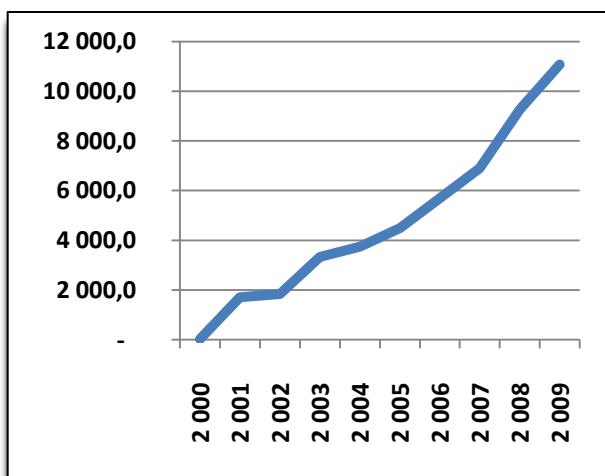
Les salaires payés par les SFD ont connu une hausse continue, entre 2000 et 2009, se situant dans une fourchette de 19,1 millions à 11,1 milliards. Cette situation s'explique par la bonne posture de la valeur ajoutée du secteur au cours de ces dix années.

Le taux de salaire équivalent aux salaires rapportés à la valeur ajoutée du secteur de la microfinance est de 107,8% en 2000 pour une moyenne de 42,5% sur la période 2001-2009. Entre 2001 et 2002, il est passé de 42,7% à 46,4% et a connu deux baisses respectives de 5,7 points et 4,9 points en 2003 et 2004 et une hausse de 0,8 point en 2005. Par la suite, le

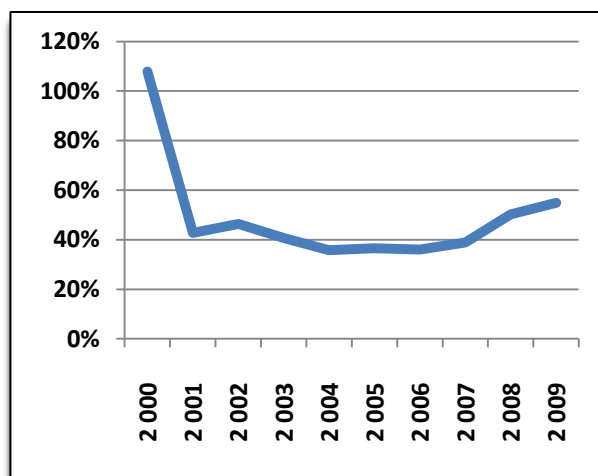


taux de salaire a enregistré une hausse continue entre 2006 et 2009 en passant de 36,1% à 54,8% sur cette période.

Graphique 10: Evolution des salaires en millions FCFA et du taux de salaires des SFD entre 2000 et 2009



Evolution des salaires versés par les SFD



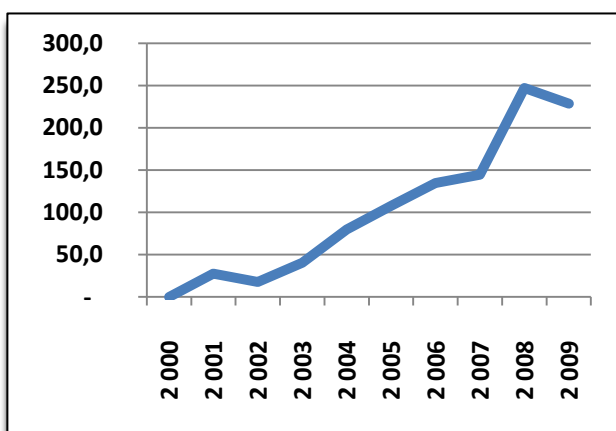
Evolution du taux de salaires

### 2.3. Impôts payés par les SFD

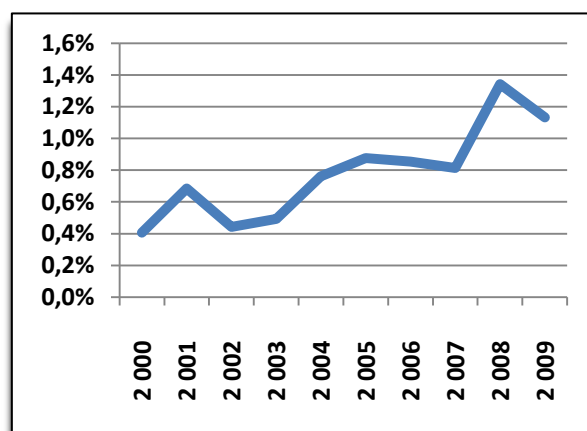
Les impôts à la charge des SFD se sont inscrits sur une tendance haussière sur la période 2000-2009 en s'établissant à 228,5 millions en fin de période contre 247,1 millions en 2008. La plus forte croissance est notée en 2008, suite à une augmentation de 102,7 millions sur le montant payé en 2007.

Quant au taux de pression fiscale (ou taux d'imposition) des SFD, calculé par la part des impôts payés sur la valeur ajoutée, il s'est, en moyenne, situé à 0,8% sur les dix années avec des hausses et des baisses alternées le long de la période. Il a atteint son maximum en 2008 avec 1,3% et s'est établi à 1,1% en 2009. Ce faible taux fait ressortir une politique fiscale incitative favorisant ainsi la promotion du secteur de la microfinance. En effet, le secteur est majoritairement composé d'institutions mutualistes exonérées de l'impôt sur les sociétés et sur les revenus, ainsi que des taxes opérations financières.

Graphique 21 : Evolution des impôts et du taux d'imposition des SFD entre 2000 et 2009



Evolution des impôts versés par les SFD



Taux de pression fiscale des SFD

# ANNEXES

**Annexe 1 : Principaux indicateurs des SFD entre 2000 et 2009 (en millions)**

|                          | 2000            | 2001            | 2002            | 2003            | 2004             | 2005             | 2006             | 2007             | 2008             | 2009             |
|--------------------------|-----------------|-----------------|-----------------|-----------------|------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|
| <b>Encours de crédit</b> | <b>4 293,0</b>  | <b>12 709,6</b> | <b>33 381,2</b> | <b>51 712,8</b> | <b>67 626,9</b>  | <b>84 697,6</b>  | <b>101 195,2</b> | <b>118 558,0</b> | <b>147 250,3</b> | <b>158 814,9</b> |
| Court terme              | 679,7           | 5 411,3         | 15 630,6        | 23 385,6        | 32 764,9         | 32 642,9         | 39 124,9         | 46 206,3         | 53 808,4         | 57 538,3         |
| Moyen terme              | 3 541,5         | 5 939,4         | 16 143,1        | 25 876,4        | 31 146,2         | 41 321,9         | 43 568,1         | 42 082,8         | 44 816,4         | 47 331,7         |
| Long terme               | -               | 570,6           | 505,1           | 739,7           | 1 402,1          | 7 935,6          | 14 711,1         | 26 631,0         | 43 474,9         | 47 753,8         |
| Crédits en souffrances   | 71,9            | 788,2           | 1 102,4         | 1 711,1         | 2 313,6          | 2 797,2          | 3 791,1          | 3 637,9          | 5 150,5          | 6 191,1          |
| <b>Encours d'épargne</b> | <b>223,0</b>    | <b>16 878,2</b> | <b>32 245,9</b> | <b>43 601,2</b> | <b>57 412,4</b>  | <b>63 576,5</b>  | <b>76 928,7</b>  | <b>98 225,6</b>  | <b>111 517,9</b> | <b>126 660,6</b> |
| Dépôts à vue             | 191,7           | 13 376,4        | 24 735,6        | 32 497,9        | 42 986,2         | 45 425,4         | 51 776,7         | 66 928,5         | 70 982,9         | 80 163,4         |
| Dépôts à terme           | 11,1            | 1 565,5         | 2 613,2         | 4 162,6         | 7 022,1          | 9 350,0          | 16 106,0         | 20 610,2         | 28 415,0         | 32 257,2         |
| Autres dépôts            | 20,2            | 1 936,3         | 4 897,1         | 6 940,8         | 7 404,1          | 8 801,1          | 9 046,0          | 10 686,9         | 12 120,0         | 14 240,0         |
| <b>Emprunts</b>          | <b>338,7</b>    | <b>3 279,2</b>  | <b>5 126,2</b>  | <b>13 858,7</b> | <b>11 907,8</b>  | <b>14 033,6</b>  | <b>24 577,5</b>  | <b>29 329,0</b>  | <b>31 398,3</b>  | <b>32 374,5</b>  |
| Court terme              | 201,5           | 1 203,3         | 1 744,7         | 1 957,1         | 2 656,2          | 3 365,2          | 4 310,9          | 3 786,8          | 4 993,9          | 6 758,5          |
| Moyen terme              | 26,0            | 727,0           | 2 020,0         | 10 216,2        | 7 647,8          | 8 146,0          | 18 487,8         | 23 569,6         | 24 841,1         | 23 758,8         |
| Ressource affectée       | 111,1           | 1 348,8         | 1 361,4         | 1 685,4         | 1 603,7          | 2 522,4          | 1 778,8          | 1 972,6          | 1 563,3          | 1 857,2          |
| <b>Fonds propres</b>     | <b>103,5</b>    | <b>10 763,1</b> | <b>17 441,3</b> | <b>23 864,3</b> | <b>28 867,0</b>  | <b>34 207,0</b>  | <b>41 479,0</b>  | <b>48 109,9</b>  | <b>57 100,4</b>  | <b>66 043,4</b>  |
| Dépôts auprès des IF     | 565,3           | 11 471,0        | 18 444,9        | 24 342,1        | 22 831,2         | 17 491,5         | 29 389,5         | 31 667,0         | 24 488,7         | 32 518,3         |
| Immobilisations          | 288,1           | 1 187,7         | 2 530,0         | 4 638,9         | 6 709,5          | 9 325,1          | 19 702,6         | 18 255,3         | 25 368,6         | 27 494,9         |
| Résultat                 | 9,1             | 1 804,5         | 1 631,9         | 3 502,9         | 4 403,6          | 5 451,9          | 5 471,2          | 6 077,2          | 3 946,9          | 3 507,0          |
| <b>Total Actif</b>       | <b>10 720,0</b> | <b>31 929,9</b> | <b>56 938,1</b> | <b>83 615,5</b> | <b>103 133,4</b> | <b>114 749,6</b> | <b>159 437,5</b> | <b>184 046,6</b> | <b>212 152,3</b> | <b>277 612,1</b> |

Source : Direction de la Réglementation et de la Supervision des Systèmes Financiers Décentralisés (MEF/DRS-Sfd)

**Annexe 2 : Agrégats macro-économiques des SFD entre 2000 et 2009 (en millions)**

| <b>Agrégats</b>   | <b>2 000</b> | <b>2 001</b>   | <b>2 002</b>   | <b>2 003</b>    | <b>2 004</b>    | <b>2 005</b>    | <b>2 006</b>    | <b>2 007</b>    | <b>2 008</b>    | <b>2 009</b>    |
|---|--------------|----------------|----------------|-----------------|-----------------|-----------------|-----------------|-----------------|-----------------|-----------------|
| Produits financiers   | 29,3         | 5 168,7        | 5 190,8        | 9 945,6         | 13 187,2        | 15 549,0        | 19 923,8        | 24 076,0        | 30 192,7        | 32 434,5        |
| Autres produits   | 32,1         | 1 108,3        | 796,3          | 1 510,0         | 1 512,7         | 1 896,7         | 2 424,5         | 2 706,5         | 2 816,3         | 3 080,8         |
| Reprises sur amortissements   | 0,0          | 9,9            | 103,5          | 16,9            | 33,0            | 31,2            | 68,6            | 49,1            | 62,4            | 53,0            |
| Reprises sur provisions   | 0,3          | 410,1          | 162,2          | 675,5           | 836,3           | 966,8           | 3 614,0         | 4 248,7         | 4 801,0         | 6 118,6         |
| Produits exceptionnels  | 2,0          | 655,9          | 560,1          | 1 125,4         | 1 201,5         | 1 093,3         | 1 410,5         | 1 909,6         | 2 563,7         | 2 552,4         |
| <b>Total des produits</b>   | <b>63,7</b>  | <b>7 352,7</b> | <b>6 812,8</b> | <b>13 273,5</b> | <b>16 770,7</b> | <b>19 537,0</b> | <b>27 441,4</b> | <b>32 989,9</b> | <b>40 436,1</b> | <b>44 239,3</b> |
| Charges financières   | 4,2          | 504,5          | 402,0          | 309,6           | 681,1           | 851,3           | 1 534,4         | 1 903,1         | 2 431,6         | 3 028,3         |
| Services extérieurs   | 21,8         | 1 183,8        | 1 206,7        | 2 284,8         | 3 112,6         | 3 433,9         | 4 696,0         | 6 652,5         | 9 414,7         | 9 339,0         |
| Autres charges  | 3,0          | 663,7          | 419,2          | 1 089,5         | 1 264,2         | 1 260,1         | 2 715,0         | 3 813,5         | 4 528,4         | 5 164,5         |
| Charges de personnel  | 19,1         | 1 709,5        | 1 840,7        | 3 336,8         | 3 740,0         | 4 492,8         | 5 694,5         | 6 897,6         | 9 252,0         | 11 076,5        |
| Impôts et taxes   | 0,1          | 27,4           | 17,6           | 40,5            | 79,7            | 107,9           | 134,7           | 144,4           | 247,1           | 228,5           |
| Dotations aux amortissements  | 3,0          | 392,3          | 449,9          | 858,0           | 1 164,0         | 1 191,1         | 1 541,4         | 2 035,6         | 3 016,6         | 3 640,0         |
| Dotations aux provisions  | 3,1          | 383,9          | 475,8          | 993,2           | 1 315,7         | 1 978,8         | 4 522,2         | 4 515,3         | 5 796,7         | 6 902,3         |
| Charges exceptionnelles   | 0,2          | 683,0          | 368,9          | 858,3           | 1 009,9         | 769,2           | 1 132,1         | 957,0           | 1 822,2         | 1 343,4         |
| Impôts sur excédent autres que sur opération de crédit et d'épargne | 0,0          | 0,0            | 0,0            | 0,0             | 0,0             | 0,0             | 0,0             | 0,0             | 0,0             | 9,7             |
| <b>Total des charges</b>  | <b>54,6</b>  | <b>5 548,2</b> | <b>5 180,9</b> | <b>9 770,6</b>  | <b>12 367,1</b> | <b>14 085,1</b> | <b>21 970,2</b> | <b>26 919,1</b> | <b>36 509,4</b> | <b>40 732,3</b> |
| Résultat net  | 9,1          | 1 804,5        | 1 631,9        | 3 502,9         | 4 403,6         | 5 451,9         | 5 471,2         | 6 077,2         | 3 926,8         | 3 507,0         |

| <b>Agrégats</b>                         | <b>2 000</b>       | <b>2 001</b>       | <b>2 002</b>       | <b>2 003</b>       | <b>2 004</b>       | <b>2 005</b>       | <b>2 006</b>       | <b>2 007</b>       | <b>2 008</b>       | <b>2 009</b>       |
|---|--------------------|--------------------|--------------------|--------------------|--------------------|--------------------|--------------------|--------------------|--------------------|--------------------|
| Intérêts reçus                          | 27,7               | 4 451,2            | 4 298,4            | 8 275,9            | 10 955,0           | 13 080,0           | 16 918,1           | 19 702,9           | 23 873,8           | 25 169,4           |
| Intérêts versés                         | 4,2                | 502,2              | 401,2              | 290,4              | 649,3              | 849,2              | 1 526,7            | 1 886,0            | 2 368,0            | 2 898,6            |
| Intérêts nets (SIFIM)                   | 23,4               | 3 949,0            | 3 897,2            | 7 985,5            | 10 305,7           | 12 230,9           | 15 391,4           | 17 816,9           | 21 505,8           | 22 270,8           |
| Produit des prestations de services     | 16,1               | 1 235,1            | 1 274,7            | 2 502,0            | 3 272,2            | 3 515,5            | 5 089,2            | 6 601,9            | 6 318,9            | 7 265,9            |
| <b>Production totale</b>                | <b>39,5</b>        | <b>5 184,1</b>     | <b>5 171,8</b>     | <b>10 487,5</b>    | <b>13 578,0</b>    | <b>15 746,4</b>    | <b>20 480,6</b>    | <b>24 418,8</b>    | <b>27 824,7</b>    | <b>29 536,7</b>    |
| <b>Consommations intermédiaires</b>     | <b>21,8</b>        | <b>1 183,8</b>     | <b>1 206,7</b>     | <b>2 284,8</b>     | <b>3 112,6</b>     | <b>3 433,9</b>     | <b>4 696,0</b>     | <b>6 652,5</b>     | <b>9 414,7</b>     | <b>9 339,0</b>     |
| <b>Valeur ajoutée</b>                   | <b>17,7</b>        | <b>4 000,3</b>     | <b>3 965,1</b>     | <b>8 202,7</b>     | <b>10 465,4</b>    | <b>12 312,5</b>    | <b>15 784,6</b>    | <b>17 766,3</b>    | <b>18 409,9</b>    | <b>20 197,7</b>    |
| <b>Salaires</b>                         | <b>19,1</b>        | <b>1 709,5</b>     | <b>1 840,7</b>     | <b>3 336,8</b>     | <b>3 740,0</b>     | <b>4 492,8</b>     | <b>5 694,5</b>     | <b>6 897,6</b>     | <b>9 252,0</b>     | <b>11 076,5</b>    |
| <b>Impôts et taxes</b>                  | <b>0,1</b>         | <b>27,4</b>        | <b>17,6</b>        | <b>40,5</b>        | <b>79,7</b>        | <b>107,9</b>       | <b>134,7</b>       | <b>144,4</b>       | <b>247,1</b>       | <b>228,5</b>       |
| <b>EBE</b>                              | <b>-1,5</b>        | <b>2 263,4</b>     | <b>2 106,8</b>     | <b>4 825,5</b>     | <b>6 645,7</b>     | <b>7 711,7</b>     | <b>9 955,4</b>     | <b>10 724,3</b>    | <b>8 910,9</b>     | <b>8 892,7</b>     |
| <b>Valeur ajoutée Secteur Financier</b> | <b>78 517,2</b>    | <b>93 459,0</b>    | <b>99 692,3</b>    | <b>110 678,0</b>   | <b>134 313,5</b>   | <b>144 822,6</b>   | <b>150 951,0</b>   | <b>158 678,4</b>   | <b>183 513,4</b>   | <b>184 171,3</b>   |
| <b>Poids sur le Secteur Financier</b>   | <b>0,0%</b>        | <b>4,3%</b>        | <b>4,0%</b>        | <b>7,4%</b>        | <b>7,8%</b>        | <b>8,5%</b>        | <b>10,5%</b>       | <b>11,2%</b>       | <b>10,0%</b>       | <b>11,0%</b>       |
| <b>PIB au prix du marché</b>            | <b>3 331 767,7</b> | <b>3 575 470,1</b> | <b>3 717 639,1</b> | <b>3 986 798,3</b> | <b>4 242 837,2</b> | <b>4 593 095,1</b> | <b>4 893 548,4</b> | <b>5 408 335,6</b> | <b>5 950 154,5</b> | <b>6 023 208,4</b> |
| <b>Contribution au PIB</b>              | <b>0,0%</b>        | <b>0,1%</b>        | <b>0,1%</b>        | <b>0,2%</b>        | <b>0,2%</b>        | <b>0,3%</b>        | <b>0,3%</b>        | <b>0,3%</b>        | <b>0,3%</b>        | <b>0,3%</b>        |

Source : Direction de la Réglementation et de la Supervision des Systèmes Financiers Décentralisés (MEF/DRS-Sfd)